

## Petro Porochenko reçu par François Hollande à l'Elysée : mais au fait, où en est l'Ukraine près de 3 ans après le mouvement Euromaïdan ?

En 2013 commençait la crise d'Ukraine qui divisera le pays en deux, la Crimée se rattachant à la Russie en dépit de la résolution sur "l'intégrité territoriale de l'Ukraine" votée par l'Assemblée générale de l'ONU. Trois ans plus tard, le pays est encore dans une situation extrêmement inquiétante.

Avec Eric Denécé

Avec Jean-Sylvestre Mongrenier

### **Atlantico : Petro Porochenko et François Hollande doivent se rencontrer ce mardi 21 juin. Que peut-on dire aujourd'hui, alors que les chefs d'Etat français et ukrainiens se retrouvent, de la situation en Ukraine ? Quelles sont les évolutions ?**

**Eric Denécé** : L'Ukraine est dans une **situation déplorable**, ses dirigeants sont incompétents, son économie est au plus bas en dépit des sommes d'argent injectées par les Occidentaux (Europe et Etats-Unis), son armée se révèle inefficace face aux indépendantistes du Donbass, malgré l'aide étrangère et l'engagement de milices d'extrême-droite ayant commis des atrocités dont la presse pro occidentale ne parle jamais.

Surtout, **Porochenko et son gouvernement, aveuglément antirusses, ont été incapables de stabiliser la situation intérieure et d'entamer un dialogue avec ceux qui ne souhaitent pas continuer à faire partie du pays**, refusant de reconnaître leur droit à parler d'autodétermination alors même que l'Europe a autorisé un référendum en Ecosse et semble prête à le faire pour la Catalogne.

Je crois que nous devons reconnaître que notre politique vis-à-vis de l'Ukraine et de la Russie a été totalement erronée et qu'il convient de la reconsidérer. Mais je doute fort que le président Hollande ne le fasse.

**Jean-Sylvestre Mongrenier** : Depuis les accords dits de Minsk II, signés le 12 février 2015, et la chute de Debaltsevo dans les jours qui ont suivi, une forme de *statu quo* règne dans l'Est ukrainien, mais il est très fragile. **Il ne se passe pas de semaine sans que le cessez-le-feu ne soit violé, et les rapports de l'OSCE, organisation mandatée afin de le faire respecter, insistent sur les pressions et menaces exercées par les groupes paramilitaires pro-russes à l'encontre de ses personnels.** En d'autres termes, on meurt toujours pour la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine. En plus du front méditerranéen et proche-oriental, il y a un front eurasiatique.

Simultanément, la frontière orientale de l'Ukraine est toujours ouverte aux hommes, munitions et matériels en provenance de Russie.

---

Là encore, l'OSCE confirme ce que les diplomates, les journalistes et les observateurs ont mis en évidence dès le départ de cette "guerre hybride", en mars 2014. Et Vladimir Poutine, faussement présenté, pour les besoins de la négociation, comme un "faiseur de paix", conserve les moyens et la capacité de relancer ce conflit de basse intensité à tout moment, en fonction de la conjoncture internationale et/ou de l'évolution de la situation intérieure ukrainienne.

Il faut conserver à l'esprit le fait que ces agissements s'inscrivent dans une vue-du-monde et des discours géopolitiques cohérents. Au centre de ces représentations géopolitiques russes, le revanchisme et le révisionnisme, c'est-à-dire la remise en cause par les armes des frontières et la prise de contrôle de l'"étranger proche" (l'ex-URSS). Certes, le front diplomatique occidental et la difficile conjoncture intérieure de la Russie (voir la récession économique) ont imposé un autre tempo, mais nous n'en avons pas terminé avec cette attitude et ces comportements ancrés dans la longue durée et les profondeurs de l'histoire russo-soviétique. La situation en Ukraine et la crise des relations entre la Russie et l'Occident ne sont pas la conséquence d'une collision accidentelle.

## **A l'occasion d'une interview accordée à la chaîne de télévision ukrainienne Inter, Anders Fogh Rasmussen (conseiller de Porochenko et ancien de l'OTAN) a insisté sur la nécessité pour l'Ukraine de remplir sa partie des accords de Minsk. Qu'en est-il aujourd'hui ?**

**Eric Denécé** : C'est un comble ! On entend les Occidentaux se référer aux accords de Minsk ou à l'article 5 du Traité de l'Atlantique Nord, alors même qu'ils refusent de reconnaître le droit à l'autodétermination des Ukrainiens de l'Est (ce qu'ils ont pourtant fait en Bosnie et au Kosovo), qu'ils ont violé les accords établis avec Moscou à la fin de la Guerre froide et qu'ils ont validé le renversement d'un régime élu sous les auspices de l'OSCE (Ianoukovitch). Mais venant de Rasmussen, cela n'a rien d'étonnant, cet homme totalement inféodé à Washington est un ardent auxiliaire de la politique américaine. Faut-il donc toujours rappeler que ce n'est pas Moscou qui a envahi illégalement l'Irak en 2003 en dépit du veto de l'ONU, qui soutient une des branches d'Al-Qaida en Syrie (le Front Al-Nosrah) contre le régime de Damas, qui espionne le monde entier et qui a rétabli la torture et organisé Guantanamo... Il est temps que nos contemporains ouvrent les yeux sur les réalités ! Oui l'URSS était une menace mortelle pour l'Occident pendant la Guerre froide ! Oui les pays d'Europe de l'Est ont eu terriblement à souffrir du joug russe pendant cette période ! Oui c'est grâce aux Etats-Unis que nous avons pu maintenir notre liberté ! Mais la situation est totalement différente aujourd'hui : la politique américaine, de plus en plus unilatérale, ne sert que ses intérêts et non ceux des Européens. Elle présente un réel danger pour la paix et la stabilité mondiales.

**Jean-Sylvestre Mongrenier** : L'agresseur n'a pas cessé ses menées dans le Donbass, sans parler du rattachement *manu militari* de la Crimée à la Russie. Dans de telles conditions, on ne voit pas comment Kiev pourrait opérer une révision de la Constitution ukrainienne, mener une réforme territoriale et organiser des élections conformes aux normes et standards de l'OSCE. Peut-on en toute bonne foi affirmer qu'un candidat opposé au "réunionisme", c'est-à-dire au rattachement de fait du Donbass à la Russie, pourrait mener librement campagne dans les régions passées sous le contrôle de Moscou ? **La partie du Donbass livrée aux groupes paramilitaires et à leurs soutiens russes constitue une zone d'anomie où le pouvoir est au bout de la kalachnikov.**

Le lobbying russe visant à expliquer que la faute incombe à Kiev a bien trouvé quelques relais complaisants, les mêmes qui niaient l'évidence deux ans plus tôt quant à l'intervention militaire en Crimée et au Donbass, ou qui colportaient les éléments les plus grossiers de la propagande russe (l'instauration d'un "gouvernement nazi" à Kiev par exemple, ou le mystérieux avion qui aurait abattu le vol MH-17 de la *Malaysia Airlines*). On ne saurait pourtant mettre sur le même plan l'agresseur et l'agressé. Au vrai, les gouvernements européens ne s'y sont pas trompés et les sanctions seront reconduites, parce que l'inviolabilité des frontières en Europe, la sécurité du Continent et le refus du darwinisme géopolitique passent avant les intérêts commerciaux.

*In fine*, les propos de l'ancien secrétaire général de l'OTAN doivent probablement être réinscrits dans un contexte plus large : si la partie russe cesse ses manœuvres de déstabilisation et que les conditions d'un processus politique au Donbass sont réunies, il faudra conduire une révision constitutionnelle et une réforme territoriale. Il ne saurait être question de donner les clés du Donbass à de dangereux sicaires, après l'organisation d'un faux scrutin, puis d'utiliser les prêts du FMI pour financer la base territoriale de ces groupes paramilitaires.

## **Frank-Walter Steinmeier, ministre allemand des Affaires étrangères, a récemment critiqué ouvertement la politique de l'OTAN aux frontières de la Russie. Faut-il craindre une montée des tensions dans ces régions ? Le fantasme d'une guerre froide de retour est-il réaliste ou s'agit-il seulement d'une crainte de journalistes ?**

**Eric Denécé** : M. Steinmeier a déclaré à très juste titre que les Occidentaux devaient "éviter d'envenimer la situation avec des cris guerriers et des bruits de bottes". L'ex chancelier Gerhard Schröder a tenu des propos similaires : c'est le bon sens même. Jacques Attali a aussi récemment déclaré "l'intérêt de l'Europe n'est pas de se lancer dans un affrontement avec la Russie. Mais au contraire de tout faire pour intégrer notre grand voisin de l'Est à l'espace de droit européen". Il ne s'agit pas ici de défendre la politique ou les dirigeants russes. Mais Moscou n'a pas de politique expansionniste ! C'est une vue de l'esprit. Si tensions il y a, ce sont bien les Occidentaux qui en sont à l'origine. Imaginons un instant que Moscou ait soutenu une révolution au Canada ou Mexique : que pensez-vous qu'aurait été la réaction de Washington ?

Il est important de rappeler que la Russie ne compte que 140 millions d'habitants, que son budget de défense ne se situe qu'au 4e rang mondial (derrière les Etats-Unis, la Chine et l'Arabie Saoudite) et qu'il est vingt-cinq fois inférieur à celui des Etats-Unis ! (*Trends in World Military Expenditures* 2015, [www.sipri.org](http://www.sipri.org), avril 2016). En faire un Etat menaçant et expansionniste est totalement erroné.

Moscou ne fait que réagir à l'avancée agressive de l'Occident sur ses marges, laquelle est un facteur préoccupant de déstabilisation.

De plus, la pression militaire imposée à la Russie conduit Moscou à accroître ses dépenses militaires au détriment du redressement de son économie... ceci n'est pas anodin !

Rappelons que Washington a savamment utilisé cette pseudo montée en puissance de la "menace" russe pour amener le Congrès à voter le budget de modernisation de son arsenal nucléaire : le Pentagone a besoin de 700 à 900 milliards de dollars à cette fin. Et si Washington modernise son arsenal, alors les autres puissances nucléaires atomiques seront conduites à faire de même pour ne pas être distancées. Donc, la Russie accroîtra à son tour prochainement son budget en ce domaine... et cela sera de nouveau présenté comme une menace "insupportable" pour l'Occident. C'est de la manipulation totale des faits...

**Jean-Sylvestre Mongrenier** : Ce type de déclaration pourrait laisser croire que l'OTAN constitue un acteur global, indépendant des Etats signataires du traité de l'Atlantique Nord (4 avril 1949). Il n'en est rien. A l'intérieur de l'OTAN, les décisions se prennent par consensus, ce qui confère à chacun d'entre eux un droit de veto. Historiquement, il est déjà arrivé que l'un ou l'autre des pays membres s'opposent à une intervention, auquel cas l'OTAN restait à l'arrière-plan. Il en est allé ainsi lors de la guerre d'Irak : la France et l'Allemagne s'opposaient à l'engagement de l'OTAN, et celle-ci est donc restée à l'écart ; les Etats-Unis ont mis sur pied une "coalition de bonnes volontés". L'OTAN n'est pas une instance surplombante, moins encore un croquemitaine. Il faut s'extraire de cette démonologie du pauvre.

Dans l'affaire ukrainienne, les causes et les conséquences ne doivent pas être confondues. Il faut bien constater que la Géorgie et l'Ukraine - deux pays auxquels l'entrée dans l'OTAN a été refusée, lors du sommet de Bucarest (avril 2008) -, ont été attaquées par la Russie. Malheur à ceux qui restent à l'extérieur du périmètre de sécurité ! **Les Alliés craignent que Poutine pense l'OTAN complètement dévaluée, et qu'il se risque à attaquer l'un ou l'autre des Etats baltes, en invoquant des persécutions imaginaires contre les minorités de langue russe (comme en Crimée et dans le Donbass). Il pourrait se saisir d'un morceau du territoire estonien ou lettonien, puis laisser aux Alliés la responsabilité de l'escalade.** Si tel n'était pas le cas - ceux qui aujourd'hui parlent de menace fantasmée seraient nombreux à proclamer qu'il ne faut pas mourir pour la "Poldévie" -, les alliances et l'article 5 de l'OTAN voleraient en éclats. Nous reviendrions à l'époque d'avant 1914 ou à l'entre-deux-guerres. Le voulons-nous ?

Du fait du révisionnisme géopolitique russe et de la politique d'agression en Ukraine, les Alliés se sont donc accordés, y compris l'Allemagne de Steinmeier, pour bien signifier à Poutine que les Etats situés sur l'isthme Baltique-mer Noire, membres de l'OTAN et de l'Union européenne, seraient défendus. Cela passe par des manœuvres et des exercices militaires ainsi que par la rotation de soldats d'autres pays membres de l'OTAN. Bref, il faut réaffirmer la posture de dissuasion et de défense. Si montée des tensions il y a, elle résulte de la "guerre hybride" en Ukraine, des menaces à l'encontre des pays d'Europe centrale et orientale, et des provocations russes dans l'espace aérien et maritime de ses voisins. Oui, c'est une nouvelle guerre froide. Pour l'éviter, faudrait-il donc pratiquer une politique d'"*appeasement*" et reculer pour plus mal sauter ?

### **Jusqu'où l'Ukraine représente-t-elle encore une région clef dans le rapport de force OTAN/Etats-Unis-Russie ? Quelles sont les autres régions du monde susceptibles d'occuper une telle place ?**

**Eric Denécé** : L'Ukraine incarne le point à partir duquel Moscou a décidé de ne plus laisser impunément ses intérêts être bafoués. La réaction de la Russie me paraît, depuis le début de la crise Euromaidan en tout point légitime, même si la présentation des faits par la presse mainstream occidentale en donne une vision différente, voire déformée. La diabolisation systématique de Poutine, ses soi-disant intentions belliqueuses n'ont qu'un but pour Washington et ses plus proches alliés : faire accepter la politique de rattachement de l'Ukraine au camp occidental en dépit des engagements pris à l'égard de Moscou lors de la désintégration de l'URSS.

Rappelons que nous avons bafoué toutes les règles du droit international : Ianoukovitch avait été élu régulièrement en présence d'observateurs de l'OSCE qui avaient validé le scrutin ! S'il était indéniablement corrompu (comme tous ses prédécesseurs et ses successeurs), son renversement était totalement illégal et l'Occident a soutenu cette "révolution" alors que dans le même temps nous critiquions l'action du général Sissi en Egypte qui chassait les Frères musulmans du pouvoir à la demande du peuple.

Cette crise ukrainienne sert donc d'abord les intérêts des Etats-Unis, puisqu'elle accroît la demande de soutien et donc de vassalité des pays d'Europe de l'Est, pour lesquels l'OTAN compte plus que l'Union européenne. D'ailleurs, à l'exemple de la Pologne, ils achètent systématiquement de l'armement américain et non européen. Si leur histoire les a amené souvent à souffrir de l'expansionnisme russe, ils sont aujourd'hui tellement jusqu'au-boutistes à l'égard de Moscou qu'ils en deviennent dangereux, entraînant l'Europe de l'Ouest dans une direction qui ne sert en rien nos intérêts. Cette crise amène aussi les pays scandinaves à se rapprocher de l'OTAN, voire à envisager de le rejoindre, comme y réfléchit la Suède.

Ainsi l'Europe paraît de plus en plus liée aux Etats-Unis, n'a plus ni indépendance de vue, ni politique propre. C'est consternant !

**Jean-Sylvestre Mongrenier** : A l'évidence, les faits et processus géopolitiques montrent que l'Ukraine est un pays clef, à cheval sur l'Europe centrale et l'Est européen, au contact de la "Russie-Eurasie". Les dirigeants russes aiment tant cette "nation-sœur" qu'ils prétendent l'absorber et nient le fait que l'héritage de la Rus' de Kiev est d'abord et avant tout à Kiev. Initialement, l'Ukraine avait fait le choix d'une politique d'équidistance et d'équilibre entre l'"Europe une et libre" d'une part, la Russie de l'autre : les ingérences toujours croissantes de Moscou et l'impasse sur le plan du développement, aussi bien dans l'ordre politique qu'économique, ont conduit la plus grande partie de la population à regarder vers l'Ouest et à taper à la porte des instances euro-atlantiques (Union européenne et OTAN).

A la fin des années 2000, les dirigeants occidentaux ont cru, ou voulu croire, ce que leur disaient leurs homologues russes : "niet" à l'entrée de l'Ukraine dans l'OTAN, mais aucun problème pour l'Union européenne qui est de nature civile. Ce faisant, ils ont de facto accordé à Moscou un droit de regard sur la politique étrangère de l'Ukraine, mais c'était le prix du "reset" décidé par Barack Obama (avant même son accès au pouvoir, le Plan d'action pour l'adhésion à l'OTAN avait été refusé à l'Ukraine comme à la Géorgie). Sous

---

Yanoukovitch, l'Ukraine est officiellement devenue un Etat "non-aligné" et la candidature à l'OTAN a été levée. En revanche, la négociation d'un accord d'association avec l'Union européenne n'a pas été interrompue. Lorsque l'échéance s'est précisée, à l'été 2013, Poutine a entamé une "guerre économique" contre l'Ukraine et tordu le bras à Yanoukovitch, afin qu'il ne signe pas ledit accord. C'est la remise en cause de l'accord d'association à l'Union européenne, élément clef du pacte implicite régissant la vie politique ukrainienne, qui a déclenché l'insurrection civique de la fin 2014, début 2015.

Aujourd'hui, lorsque certains insistent sur la "finlandisation" de l'Ukraine comme voie de sortie de la crise, sans connaître par ailleurs grand-chose à l'histoire de la Finlande et à la guerre d'Hiver (1939-1940), cela revient, en guise de solution, à proposer ce qui précisément a échoué. Résumons : l'Ukraine a renoncé à ses armes nucléaires, moyennant la garantie de ses frontières (Mémorandum de Budapest, 1994). Elle a accepté de louer à Moscou la base navale de Sébastopol (traité d'amitié et de coopération russo-ukrainien de 1997) et, sous Yanoukovitch, le bail a été renouvelé jusqu'en 2042. Parallèlement, Kiev renonçait à sa candidature à l'OTAN et se contentait d'un accord d'association avec l'Union européenne (une zone de libre-échange et une possible levée des visas). En contrepartie, les services russes ont infiltré et phagocyté l'appareil d'Etat ukrainien, Poutine a cherché à imposer à Kiev une nouvelle doctrine Brejnev, et la Russie s'est emparé de la Crimée et a déclenché une guerre au Donbass.

**Dans les relations entre les pays occidentaux et la Russie, l'Ukraine est bien la question la plus sensible mais les tensions concernent l'ensemble de la zone qui s'ordonne le long de ce que les géographes allemands appelaient autrefois l'"axe gothique", depuis la mer Baltique jusqu'à la mer Noire** (celle-ci ouvre sur la Méditerranée orientale, autre zone de tensions). Dans chacune de ces mers, les enjeux sont élevés : l'arme russe déploie des moyens "anti-accès/déni aérien", prétendant ainsi faire de ces espaces des "mer fermées", au mépris du principe de libre navigation. Dans la même région, n'oublions pas l'enclave de Kaliningrad, l'ancienne Königsberg, où Moscou a déployé des missiles de moyenne portée, des systèmes antiaériens et antimissiles (S-400), voire des armes nucléaires. A l'avenir, nous devrions entendre parler de la patrie d'Emmanuel Kant. Outre le bassin pontico-méditerranéen (ensemble mer Noire-Méditerranée orientale), il y a enfin la zone Arctique, où les revendications russes sont importantes. Les Etats-Unis, le Canada et la Norvège faisant partie de l'OTAN, cette dernière est concernée par la politique russe dans cette région. La question y est déjà abordée.